POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

LE REGIME ET LES SYNDICATS.

SOUS LE CAPITALISME MODERNE...

- Les Gemmeurs.
- La prime de rendement dans les Hôpitaux.
- L'emploi du temps des professeurs.

CORRESPONDANCE - INFORMATIONS.

Nº46 DÉCEMBRE 1962.

LE REGIME ET LES SANDICATS

La bourgeoisie a retrouvé son unité. L'entêtement du Général a porté ses fruits. Un seul parti dirige l'Etat. Le pouvoir se trouve directement dans les mains du grand capital.

Son programme ?

- I) "Modernisation des institutions politiques" c'est à dire : concentration du pouvoir politique, de la prévision et de la décision dans les mains du Gouvernement.
- 2) "Modernisation, expansion de l'économie", c'est à dire : pour les capitalistes bénéfices accrus, pour les salariés mationalisation aggravée, productivité plus forte, discipline plus ferme, niveau de vie rigoureusement réglé par l'Etat suivant les nécessités de "l'expansion" et de la concurrence.

Le rôle des travailleurs est tracé d'avance : produire, ne rien discuter, en échange de quoi, si "tout va bien"... quelques avantages leur seront accordés.

La bourgeoisie ne vise pas à affamer les salariés, loin de là. En revanche, elle a la ferme intention de briser dans l'oeuf tout mouvement dangereux qui troublerait la bienheureuse "expansion" génératrice de profits.

Il ne lui suffit donc pas que les syndicats soient devenus inoffensifs sur le plan politique, qu'ils acceptent le régime social actuel. Cela est acquis depuis longtemps.

Maintenant, il lui faut qu'ils se tiennent tranquilles même sur le plan des revendications concernant le salaire et le travail.

C'est moins facile que ça en a l'air. Un syndicat "tranquille" aujourd'hui, peut subir demain la pression des salariés, être obligé de bouger s'il veut garder son influence et, de toutes façons, c'est un organisme que les travailleurs utilisent pour se défendre.

On parle donc d'"associer", d'"intégrer", les centrales syndicales en offrant à ses dirigeants de participer au niveau national et régional, à l'"élaboration de la politique économique".

En fait, que leur offre-t-on de nouveau?

Des postes dans tel ou tel organisme économique ou planificateur ? Ce n'est pas encore décidé, c'est même assez l'umeux. Les ministres ne sont "sociaux" que de fraîche date.

Il est vrai que les dirigeants syndicaux, eux, ne sont pas des révolutionnaires. Ça, ils l'ont prouvé. Mais les directions syndicales, pour occuper une certaine place dans la société, pour avoir une certaine force, sont obligéesée s'appuyer sur la masse des salariés et cet appui elles ne peuvent l'obtenir qu'à condition d'exprimer tout au moins les revendications les plus immédiates des travailleurs.

Bien sûr, d'une certaine façon les syndicats sont déjà plus ou moins "intégrés". Ils participent aux comités d'entreprise, à la gestion d'organismes tels que la sécurité sociale, les allocations familiales, les caisses de retraite, les cantines et oeuvres sociales des grandes entreprises, etc. Mais ce sont là des miettes de gestion; leurs pouvoirs sont très limités et souvent illusoires.

Les leaders syndicaux savent que s'ils devenaient des simples fonctionnaires "sociaux" de l'Etat, ils perdraient complètement l'appui des salariés et deviendraient rapidement des valets du patronat.

C'est pourquoi, actuellement, les perspectives d'intégration ne leur disent rien qui vaille. D'autant plus que, pour le moment, on ne leur offre que du vent. D'où les déclarations d'indépendance vis-à-vis du Pouvoir que les centrales syndicales viennent de faire les unes après les autres.

Pourtant, elles ne veulent ni ne peuvent aller bien loin dans leur opposition. Les syndicats se placent dans le cadre du régime bourgeois; ils voudraient seulement y apporter des modifications et surtout y jouer un rôle plus important.

Or, ce problème est maintenant réglé au moins pour cinq ans. Sur ce plan, pour les

syndicats, l'horizon est bouché.

Ils se trouvent donc devant le dilemne suivant : ou bien accepter l'intégration pour digérer en toute sécurité les quelques miettes de gestion qu'ils possèdent actuellement, ou bien essayer de conserver ces miettes sans abandonner pour autant une certaine indépendance et la possibilité de soutenir les revendications les moins dangereuses des travailleurs.

En réalité, ils ne peuvent même pas choisir, car ce qui déterminera leur attitude, c'est d'une part la politique du patronat et de l'Etat et de l'autre les réactions de la classe ouvrière.

Pour les cinq années à venir, le programme de la bourgeoisie française est clair :

développer toujours davantage la production et le système de vie capitaliste.

Cependant ce développement n'entraînera pas que des profits accrus : il accélèrera en même temps la prolétarisation de la société française. Non seulement le nombre de salariés augmentera toujours, mais des catégories relativement privilégiées jusqu'ici -enseignants, employés, techniciens- verront leurs conditions de travail se rapprocher encore
plus de celles des ouvriers : standardisation, spécialisation, mécanisation, tandis que
des petits commerçants, des petits paysans seront rejetés nombreux vers les usines et les
bureaux.

A l'entreprise, chaque salarié subira de plus en plus fort le contrôle des chefs et hors de l'entreprise il se sentira de plus en plus lié, entravé, par l'organisation capitaliste de la vie.

Il sera donc chaque jour plus difficile de revendiquer, de se défendre sans mettre en question ce contrôle et cette organisation. Il ne suffira pas de réclamer des augmentations de salaire, de protester contre l'"arbitraire du Pouvoir", de dénoncer l'avarice des patrons, pour mobiliser les travailleurs.

A l'entreprise, ce sont les conditions et l'organisation du travail, ainsi que sa durée, qu'il faudra contester, et les modes de rétribution, la hiérarchie des salaires et

Hors de l'entreprise, c'est la vie quotidienne qu'il faudra mettre en cause : le logement, les transports, l'instruction, les loisirs, tels que le régime les impose au travailleur.

Pendant les cinq années à venir, c'est essentiellement sur ces questions qu'il y aura la possibilité de mobiliser les salariés, car ces "questions" ne sont que les différents aspects de leur oppression par la classe dominante.

Or, si les travailleurs réagissent, si des luttes se déclenchent sur ce terrain, la position des syndicats deviendra vraiment inconfortable, car ce sont indiscutablement des "questions" dangereuses pour le patron comme pour l'Etat.

Mais ce qui doit nous préoccuper, nous, militanst et travailleurs, ce n'est pas tellement la position des centrales syndicales, les pirouettes des dirigeants confédéraux pour nager sans se mouiller, leurs embarras de tactique, notre tâche est de montær dès maintenant à nos camarades de travail où se placent les vrais problèmes et comment résister au nouveau programme du capitalisme français.

sous le capitalisme moderne

Les articles qui suivent illustrent les conditions de vie de trois sortes de salariés : un gemmeur des landes, un professeur, une laborantine.

Pour les uns il s'agît d'un type d'exploitation arriéré, tandis que les autres sont victimes d'un type d'oppression moderne.

Ces trois cas aussi peu semblables ont pourtant un trait commun : ils sont exploités, ils font partie de la même famille des prolétaires.

LES GEMMEURS.

Les Landes. Forêts de pins, beauté du paysage, luxe des villes estivales, dunes de sable et océan, voilà ce qu'évoque pour chacun ce mot magique : les Landes

Immigrants venant d'Espagne où ils étaient obligés de faire 50 kms à bicyclette quotidiennement pour gagner 25 pesètes par jour (à peu près 250 de nos anciens francs) quelques résiniers m'ont expliqué leur vie. Une vie qui leur paraît moins dure qu'en Espagne mais qui n'en est pas moins outrageante, une vie de chien... que dis-je, les chiens sont protégés par la SPA et les régriers du Sud-Ouest ne sont pas assez humains pour offrir à des hommes le confort qu'ils dispensent à leurs chiens.

En gros, voilà quelques chiffres: sur I ha. 600 pins environ dont 300 gemmés, l'autre moitié se reposant. La production de gemme est de 600 litres de sève par an, soit 2 litres par pin gemmé. Cette récolte se fait en 6 "amasses" par an, ce qui fait que chaque pin doit être entaillé et visité 6 fois par an (2mois pour qu'un tiers de litre de sève coule dans le petit pet rouge bien connu).

On donne généreusement IO 000 anciens francs au résinier par barrique de 220 litres remplie, ce qui lui fait environ I5 anciens francs par amasse, I5 francs à chaque fois qu'il vide I/3 de litre de sève.

L'inconvénient c'est que les journées sont trop courtes pour faire suffisamment d'arbres, pour vivre décemment, et qu'en réalité chaque résinier emplit 5 barriques tous les mois I/2.

On lui donne donc 50 000 anciens francs lorsque les 5 barriques sont remplies, car on ne vient les lui chercher que par cinq (l'essence coûte cher), ce qui lui fait un salaire mensuel de 33 000 anciens francs environ.

Et encore, ce salaire n'est valable que si le bonhomme est capable de visiter ses 73 pins par jour; certains doivent faire jusqu'à IO kms à pied pour se rendre dans la forêt à leur lieu de travail, quel que soit le temps; il n'est valable que si le patron autorise la méthode de gemmage "américaine", cù l'on injecte un acide dans le tronc de l'arbre pour lui faire rendre tout son "jus".

Au bout de 7 "quarres", c'est à dire au bout de 7 années de taille, on laisse le pin se reposer pendant 7 ans et l'on entaille ceux qui se sont reposés.

Il y a aussi les propriétaires peu scrupuleux qui "dégorgent" la totalité de leurs pins et qui revendent ensuite le terrain inapte à la production pendant 7 ans.

Le résinier peut alors changer de patron, si ce n'est de métier. C'est la meilleure chose qui puisse lui arriver.

Nombreux sont ceux qui ne gagnent que 25 000 anciens francs par mois. Nombreux sont ceux qui ne connaissent même pas l'électricité, qui ne sont jamais sortis de leur forêt, qui connaissent l'alcoolisme car c'est là leur seule porte de sortie, qui couchent avec leur soeur ou leur fille, ou leur nièce parceque leur femme est morte.

Nombreux sont ceux qui ne peuvent lutter parcequ'incapables de s'unir pour lutter, séparés qu'ils sont de plusieurs kilomètres.

Affaiblis par ces distances qui les séparent, affaiblis par la misère, affaiblis par l'alcooligme qu'on leur a apporté -comme dans les colonies-, affaiblis par leurs complexes d'hommes avilis, traités comme des nègres de traite, ils sont sans défense aucune, véritables prolétaires -seuls leurs enfants leur appartenant-, et personne n'a jamais lutté pour eux.

Ils attendent, camarades, ils attendent qu'on vienne les délivrer, car ils sont à bout de forces.

et c'est à nous de le guider sur la voie de sa libération et d'agir en conséquence.

Jusques à quand parlerons-nous de Révolution sans agir ? Jusques à quand faudra-t-il que des hommes crèvent comme des bêtes sans qu'aucun de nous fasse autre chose que d'élever une protestation?

Oui je proteste, pour ceux-là, pour tous les prolétaires, pour tous les opprimés, mais je vous en conjure, agissons vite ! Unissons-nous non seulement en paroles, sur le papier, mais en véritables révolutionnaires, c'est à dire dans l'Action. Le prolétaire se fout pas mal de savoir s'il sera libéré par la Révolution ou par des réformes progressives, il ne demande qu'à être libéré vite, très vite.

Nous sommes tout à fait d'accord qu'il ne faut pas attendre la Révolution pour se défendre contre l'exploitation. C'est d'ailleurs ce que les travailleurs font depuis un siècle.

Un petit groupe comme le nôtre ne peut pas faire grand chose pour les gemmeurs. Toi, tu es en contact avec eux; prend ta bicyclette, va les voir et fais un syndicat.

Nous, nous promettons de te soutenir dans la mesure de nos moyens et de nos forces.

2/ Autre chose est de dire que les travailleurs peuvent être libérés soit par la Révolution, soit par des réformes progressives.

La libération des travailleurs c'est l'abolition de l'exploitation capitaliste, non une amélioration des conditions de vie, aussi importante soit-elle.

Si par exemple, une usine chimique s'installait dans les Landes, les gemmeurs qui, changeant de travail, s'y embaucheraient seraient sans doute mieux payés; ils n'en seraient pas moins exploités tout comme le sont les ouvriers de Péchiney à Ugine.

Et ils seraient mieux payés non à cause d'une "réforme progressive" quelconque, mais tout simplement :

a) parcequ'ils produiraient davantage pour le patron,

b) parcequ'ils seraient probablement mieux organisés, plus solidaires du fait de leur concentration dans une usine.

POUVOIR OUVRIER.

La prime au RENDEMENT dans les HÔPITAUX!

Voilà la nouvelle formule que le Ministre de la Santé qui exerçait en mars dernier, a trouvé bon d'instituer pour humaniser les hôpitaux.

De véhémentes protestations ont été faites par tous les gens de bon sens qui pensent que le rendement est incontrôlable dans un hôpital et que ce texte ministériel est absurde comme tout ce qui est fait par des technocrates hautement "pistonnés" et qui ne connaissent rien du travail qu'ils entendent gérer et commander.

A vrai dire, la Direction Générale de l'Assistance a bien reconnu qu'il y avait là un moyen de premier ordre à exploiter pour diviser de plus en plus le personnel, lui faire perdre le peu de confiance qui lui restait dans les seules organisations eù il peut se mettre pour défendre ses droits, je veux dire les syndicats. Il semble d'ailleurs que F.O. à l'Assistance Publique soit fort aise de cette prime, cette organisation considérant que le syndicalisme est de favoriser les petits copains plutôt que d'encourager les salariés à s'unir, à s'organiser, à prendre réellement la défense de leurs droits et revendications en main, à prendre des responsabilités où ils le peuvent pour faire connaître leur mécontentement.

Cette prime, que l'Assistance Publique appelle prime d'attente, dite "de service", destinée à récompenser les Bons Agents, sera :

- 1) Hiérarchisée : 0 à 15 % du salaire moyen de la catégorie à laquelle l'agent appartient.
- 2) Ce pourcentage sera calculé suivant les notes de l'année 1961, pour la prime qui doit être distribuée fin 1962. Or, chacun sait que les notes sont trop souvent données à la tête du client. Chaque surveillante qui met les notes a son caractère et c'est ex fonction d'elle-même qu'elle juge les autres, même si elle essaie d'être le plus intègre possible.

La question de ponctualité peut être à la rigueur équitablement jugée par le peintage. Cependant nul n'est à l'abri d'un embouteillage, d'un retard de train, surtout quand on songe que la majorité du personnel est constituée de femmes souvent mères de famille, qui doivent prendre leur service à 6h.30 ou 7h. le matin, qu'elles doivent avoir préparé leurs enfants pour les conduire à la crèche et qui, habitant souvent en banlieue, ou loin de leur lieu de travail, elles doivent être debout à l'aube... D'autre part, comment noter les agents dits "temporaires", embauchés en principe pour la période de vacances et qui assurent des services au-dessus de leur qualification au risque que de graves dangers soient encourus par les malades...

3) Cette prime est automatiquement non attribuée à toute personne ayant eu 46 jours de maladie pendant l'année 1961. Ce sera sans doute la même chose pour les années à venir, si nous n'entreprenons pas une action énergique. Or, pourquoi les agents sont-ils si nombreux en arrêt pour maladie, voire même hospitalisation? C'est que l'assistance Publique leur demande depuis des années un travail et un dévouement au-dessus de leurs forces et qu'un jour la santé s'effondre et c'est le Sana, l'ulcère d'estomac, les dépressions nerveuses ou la "jaunisse" contractée en service...

Il n'est pas étonnant que certains agents, écoeurés de ne peuveir faire leur travail en toute conscience, de ne pouveir avoir une vie de famille étant donné les heraires, démissionnent, cherchent une place dans le privé où les conditions sont meilleures.

On va donc nous distribuer sous forme de prime environ 800 millions. Ces 800 millions c'est l'argent non employé du Budget du Personnel. Et si cet argent reste, c'est bien parce qu'il y a eu en 1961/1962 environ 800 démissions de personnel diplômé. Faites le calcul, en comptant les charges et en considérant que le salaire moyen des agents démissionnaires était de 70.000 anciens francs par mois. Il s'agit donc de sommes qui nous sont dues de toutes façons puisque ces agents n'ont pas été remplacés ou bien remplacés par des élèves des Cours Municipaux qui, bien qu'ayant obtenu leur diplôme en juillet, ne seront payés suivant leurs nouvelles qualifications que dans 6 mois eu plus, en tous cas sur le prochain budget...Mais pas sur celui où le chapitre Dépenses en Personnel est bénéficiaire parce qu'il y a eu 800 démissions non remplacées s'ajoutant à toutes celles des années passées.

Ainsi c'est l'argent qui nous est dû qui va être distribué sous forme de prime et, en plus, de prime hiérarchisée.

Avec ce système, une surveillante au grade principal peut toucher 120.000 A.F. alors qu'on ne lui aura rien demandé d'autre que du travail en rapport avec sa qualification. Mais un agent hospitalier aura en moyenne 30.000 (s'il est bon agent), alors qu'il aura le plus souvent fait un travail au-dessus de sa qualification

L'EMPLOI du TEMPS des PROFESSEURS

"Etre professeur c'est un métier agréable. Evidemment on ne gagne pas beaucoup, mais on a du temps. On sort du travail à l'heure du goûter, on a des vacances, des jeudis, des demi-journées chez soi, des récréations, des horaires hebdomadaires de I8 ou de I4 heures. "

Prenons un professeur débutant. Son service comporte, selon les disciplines de 3 à 6 classes différentes. Il va falloir qu'il mette sur pied 3 ou 6 cours de front. Le travail qu'il a fait en Faculté est inutilisable dans sa forme : ses professeurs faisaient des cours pour des étudiants spécialisés; lui-même a à faire des cours destinés à des élèves dont les uns ont II ans et les autres I8, dont les uns ont une formation classique et les autres moderne, dont les uns considèrent sa "matière" comme négligeable tandis que pour les autres elle est la plus importante.

Préparer une heure de cours exige selon les classes et la "qualification" acquise par l'enseignant, de une demi-heure à 3 heures. En vérité il est bien difficile de mesurer ce rapport. Il faut s'assurer qu'on ne dit pas de bêtises, qu'on n'enseigne pas des erreurs, qu'on sera compréhensible, qu'on accrochera l'attention des élèves, même s'ils sortent d'un match de voley-ball ou s'il en sont à leur 5ème cours de la journée.

Il faut prévoir autant que possible les questions qui seront posées et vérifier qu'on pourra y répondre; il faut parvenir soi-même à comprendre assez son sujet pour le faire comprendre et ne pas perdre la face.

Mais il faut aussi distribuer les leçons sur toute l'année, parcequ'il y a un programme à remplir, et que, s'il ne l'est pas, ce sera le professeur qui prendra la classe l'année suivante qui devra faire ce qu'on n'a pas fait, ce seront les élèves qui tôt cu tard en pâtiront. Il faut encore observer un ordre de difficulté croissante, pour ne pas désorienter les élèves au début.

Il y a même à "se couvrir" du côté des directives ministérielles ou de l'inspection générale en matière de pédagogie : c'est à dire se rendre capable, si le chef d'établissement ou l'inspecteur entre dans la classe, de lui "fournir" la leçon conforme au modèle dont rêvent les spécialistes (et ils ne rêvent pas tous du même) sans quoi on attendra 2 ans encore pour toucher IO 000francs de plus, ou pour pouvoir rapprocher l'établissement où l'en enseigne du lieu où l'on habite.

Ce travail il a toujours fallu le faire c'est certain. Mai 11 y a 30 ans, la quasitotalité des professeurs avait fait des études supérieures complètes; aujourd'hui beaucoup
d'adjoints d'enseignement qui ont 1 ou 2 certificats de licence sont chargés d'enseigner
et parfois dans les grandes classes. Le temps des préparations est beaucoup long. En général les bibliothèques d'établissement ne sont pas équipées comme des bibliothèques d'Université. Il faut trouver les livres indispensables. Les Facultés sont loin, gorgées de
monde, les livres sont chers. Dans les grands établissements de 4 000 élèves, les professeurs mettent du temps à se connaître, à s'entraider.

Les sections se sont multipliées : en lère il y en a 6, sans compter "technique"; avant la guerre il y en avait 3.

Comme on n'enseigne pas le français de la même manière à des classiques et à des modernes, l'allemand à des lère langue ou à des 2ème langue, il faut diversifier la présentation, ce qui allonge le travail préparatoire.

Il y a aussi les manuels : quand on change d'établissement, le manuel imposé pour la commodité des parents d'élèves change. Le professeur doit pratiquement composer un nouveau cours, avec de nouveaux textes et de nouveaux exercices, au moins dans certaines matières.

C'est d'autant plus vrai que les manuels modernes sont plus systématiques que ceux d'autrefois: leurs auteurs ne se contentent plus de fournir des matériaux utilisables par l'enseignant, ils cherchent à proposer à l'élève une représentation complète, directement perceptible de ce qu'il a à apprendre; cette représentation n'est pas nécessairement celle du professeur.

La modification fréquente des programmes, ce signe du désordre et de l'incertitude qui règnent dans l'enseignement actuel, impose aussi des remaniements continuels.

Enfin se mettre et se tenir au courant dans sa propre spécialité était une chose quand le rythme des recherches et la circulation des informations étaient relativement lents, c'en est une autre quand les revues spécialisées se multiplient, que les établissements y sont abonnés d'office, donc que les enseignants sont moralement tenus de les lire, quand le nombre des chercheurs a centuplé et que la matière de l'enseignement est en révolution permanente, quand les élèves sont par la radio, la grande presse, la télévision, le cinéma, dotés de lambeaux de culture dont ils peuvent faire état dans le travail scolaire, qui de toute manière leur servent de jauge pour ce qu'on leur dit en classe, et que l'enseignant doit compléter, corriger ou éliminer en connaissance de cause.

Voilà de quoi ne pas s'ennuyer en vacances.

Mais l'enseignant n'est pas seulement un enseignant; c'est un salarié, son travail est contrôlé. Les conditions modernes de ce travail font que le professeur passe beaucoup plus de temps qu'auparavant à s'acquitter des exigences qui pèsent sur lui.

Il y a bien sîr la surcharge des classes. Quand une classe passe en moyenne de 25 à 40 élèves, cela signifie pour le professeur non pas I5, mais de 45 à 90 élèves de plus s'il a 3 ou 6 classes. On devine le problème que de tels effectifs peuvent soulever quant à l'autorité, à la communication entre maître et élèves. Mais du simple point de vue du temps de travail, ce supplément d'élèves veut dire 45 ou 90 copies de plus à corriger par semaine ou par quinzaine selon les disciplines. Un professeur de langue corrige environ I5 séries de travaux écrits par classe dans l'année. Les I5 élèves de plus représentent 700 copies s'il a 3 classes, I 400 copies additionnelles s'il en a 6, soit, à raison de 5 minutes par copie en moyenne, entre 60 et I20 heures supplémentaires non payées. Il faut ajouter à ces dernières le temps passé par l'enseignant à comptabiliser les notes, à classer les compositions, à remplir les feuilles qu'il doit remettre à l'administration.

la croissance des effectifs allonge également le temps assé en réunion de professeurs pour faire le bilan trimestriel du travail, informer les parents et orienter les élèves. La surcharge est telle que la pratique se répand d'une réunion préalable des professeurs d'une même classe, où ils conviennent entre eux, en l'absence de l'administration de l'attitude à adopter à l'égard des "cas". Il n'est pas sûr que ce pré-conseil abrège réellement le temps total de délibération; mais il permet aux enseignants d'empêcher que les situations les plus intéressantes soient expédiées au conseil par des administrateurs qui en sont à leur trentième conseil de classe de la semaine.

L'administration des établissements est débordée parco qu'elle est restée ce qu'elle était, conçue pour des effectifs inférieurs de moitié ou du quart à ce qu'ils sont. Une partie des tâches administratives retombe sur les enseignants, par exemple le report des notes sur les bulletins trimestriels, qui prend des heures.

La création du cycle d'observation en 6ème et 5ème comporte des réunions de professeurs où est examinée, avec les parents, l'opportunité d'orienter l'élève vers telle ou telle section. Ces réunions sont extrêmement longues, parce que les parents sont en général intéressés par ce que les enseignants pensent des enfants et par les problèmes qu'ils exposent — et aussi parce que les classes sont surchargées. —

L'entrée en quatrième, l'entrée en seconde des élèves qui viennent des anciens cours complémentaires sont sanctionnées par des examens spéciaux, dont les épreuves sont notées par les professeurs du lycée.

Aucun de ces travaux supplémentaires n'est rémunéré.

Il y a encore beaucoup d'autres motifs pour que la durée du métier s'allenge. Entre le temps que "doit" un professeur à l'administration qui l'emploie et le temps qu'il consacre réellement à son métier, l'écart n'a pas cessé de s'élargir. C'est un des aspects, même pas le plus important, mais le plus immédiatement perceptible, de ce fait dont les syndicats enseignants n'ont pas commencé de tenir compte : la prolétarisation du travail intellectuel.

Cette prolétarisation ne veut pas dire que les professeur devient un fraiseur. Il n'a pas sur le dos, pour épier, enregistrer, comptabiliser le moindre de ses gestes, la moindre de ses paroles, un contre-maître, un chef d'atelier, des chronos, des flics de l'entreprise.

Il ne subit pas non plus l'ennui d'être seul avec des bouts de ferraille à manig puler.

Ce qu'il travaille, les enfants, c'est aussi ce avec quoi il travaille. Les élèves parlent, agissent et réagissent, posent des questions, s'intéressent, acceptent ou refusent ce qu'il leur dit, ils ne sont jamais ennuyeux.

Ils sont le principal, le seul obstacle insurmontable à la prolétarisation complète du métier de professeur. Enseigner ne peut pas être transformer de la matière. C'est toujours, même faiblement, donner à la vie les moyens de se changer.

Suite de l'article de la page 5 sur : /25 // // // //

Car les malades sont là, les médecins aussi et il faut coûte que coûte faire tous les soins.

Alors s'il doit y avoir hiérarchisation de cette prime, destinée à récompenser les "Bons Agents" il me semble qu'elle devrait être inversement proportionnelle au salaire ou, pour plus de simplification dans la bureaucratie, UNIFORME pour tous, puisque nous sommes tous constamment surmenés.

"ELLE" (et autres publications) ne se gêne pas de dire que notre métier est presque le plus beau et le plus valeureux qui existe.

En effet notre conscience professionnelle et notre conscience d'homme simplement majeur et responsable est chaque jour soumise à rude épreuve. Et celà au Ministère et dans tous les bureaux on ne s'en rend pas compte, car personne ne bouge, ne se fâche, ne proteste d'une façon réellement efficace. On ne cherche pas dans chaque service à s'organiser pour se défendre. On crie son écoeurement entre collèhues, mais pas au Directeur.

Personnel des Hôpitaux réagissez. Organisez vous par service, que le plus énergique, le plus combatif soit désigné pour aller discuter vos problèmes.

Unissez toutes vos forces pour obtenir les 40 heures et des effectifs suffisants. Et dans l'immédiat, l'application UNIFORME de cette prime de service.

Demandez-nous la brochure d'unformations sur :

LUTTE ANTI-NUCLEAIRE

Envoi contre 2 timbres à 0,25 Frs.

R E P

D A

N

C

E

C

0

R

R

E

S

P

0

N

D

A

N

C

E

C

0

R

R

E

S

P

0

N

D

Α

N

C

E

C 0

R

R

E

S

P

0

N

D

A

N

C

Chers camarades,

D'un camarade américain de New-York.

En tant qu'ancien militant de votre groupe et participant depuis longtemps à la lutte pour la liberté des noirs aux U.S. je me trouve quelque peu embarassé par l'initiative que vous avez prise, dans le dernier numéro du P.O. de publier, presque sans critique. l'éloge des "Musulmans Noirs" du journal "Correspondance". (1)

On ne peut pas nier la signification de l'existence du mouvement dit "Musulman." parmi les noirs, existence qui indique un dégoût et une opposition à la société établie américaine très répandue. Mail il est idiot de voir un contenu révolutionnaire ou même anti-capitaliste dans ce mouvement tel qu'il s'est constitué.

D'abord les présuppositions sont entièrement fausses. Il est vrai que depuis longtemps le N.A.A.C.P. a cessé de représenter les aspirations de la masse noire aux U.S., mais cette masse l'a senti depuis longtemps elle aussi, et elle s'est créée toute une foule d'organisations dites "d'action directe" qui, à partir du mouvement de Montgomery (Ala. en 1956 jusqu'aux "voyageurs de la liberté", ont mené une lutte ouverte et consciente qui ne se soucie guère de la "légalité". Et si ce mouvement de masse a été "non-violent" jusqu'à ici, il ne faut pas être un génie pour voir que la violence -dans les conditions existantes- aboutirait ou au suicide ou à la terreur.

Pour nous, socilistes révolutionnaires, le pouvoir a toujours été dans la conscience, l'organisation et la spontanéité des masses (et non dans les armes qui sont toujours du côté du pouvoir établi) et ces questions ne nous intéressent pas. Ainsi c'est justement pour défendre cette conscience et cette organisation qu'il faut s'élever contre l'élever des "Musulmans" qui ne posent pas la question du contenu de ce mouvement.

D'abord ce mouvement n'est point anti-capitaliste. Il prévoit un capitalisme ncir qui rivalisera celui des blancs (idée extraordinaire!) et das le terrain du pratique il établit des petites entreprises gérées par des noirs et propage le slogan "buy black" (achetez chez les noirs). Votre article a "regretté " l'aspect "nationaliste" de ce mouvement. Ce n'est pas trop dire.

En effet, ce mouvement mène une propagande anti-sémite, anti-blanc et franchement raciste, et il fait un effort pour séparer le travailleur noir de son frère blanc au niveau des revendications sociales.

En même temps ce mouvement n'est pas seulement nationaliste, raciste, mercantiliste... mais aussi religieux. Car l'ISIAM n'a jamais été une religion parmi les américains noirs. C'est ce côté évangélique du mouvement qui permet aux chefs de tirer des contributions considérables (financières) des travailleurs noirs, sans dire l'usage qu'ils en font. Finalement comme ultime "but", ce mouvement prévoit un "Etat Noir" qu'ils se créeront dans le Sud et qui sera indépendant du Couvernement des blancs.

Ce but utopique, (qui d'ailleurs faisait partie de la ligne stalinienne aux années 30) permet aux chefs de tout promettre pour l'avenir sans rien faire dans le présent.

Ainsi ce mouvement, dont la plupart des chefs ne sont rien d'autre que des gangsters ou des "hommes de confiance", profite des tendances, à la religion utopique et évangélique et au mercantilisme parmi les noirs, simplement pour s'enrichir et pour avoir "une bonne affaire".

Jusqu'ici il n'a mené aucune action qui peut se comparer aux "sit-ins", aux "vcyages de liberté", aux boycotts, aux piquets de grèves sauvages qui sont, eux, les véritables manifestations de la créativité, du courage et de l'esprit révolutionnaire des masses noires en Amérique.

C'EST LA SYMPATHIE PRO-CASTRISTE QU'ONT MANIFESTE CERTAINS CHEFS DES "MUSULMANS NOIRS" DEPUIS CES DERNIERS JOURS, -ET NON PAS LA REALITE DE LA LUTTE DE CLASSES AUX USA qui explique le fait que les Trotskystes, les Staliniens et leur entourage vient de "découvrir" le côté "révolutionnaire" des dits "Musulmans.

⁽I) P.O. 44 "Les Musulmans Noirs". L'article en question nous avait été envoyé par un de nos lecteurs américains.

CORRESPONDANCE - CORRES

DE BORDEAUX

R

R

E

S

P

0

N D

A

N

C

Ē

C

0

R R

E

S

P

O N

D

F

0 R

M

A T

I

N S

N F

0

R M Pas d'accord avec le papier sur le procès de Liège. Faire le procès de la société à travers le procès bravo, mais ne pas déterminer en regard de la morale bourgeoise (?). Ces quelques réserves faites, d'accord sur le reste."

J-P. V.

Du LOT et GARONNE

Bien reçu et lu le N° 45. Il est très bien, surtout : "Nous ne sommes pas des citoyens". Celui de Cuba joint avec les autres aussi.

D'accord l'affaire de Cuba, encore qu'elle ne soit pas parfaite, nous pruvons dire qu'elle est un clou cloué au coeur de tout le système capitaliste.

Bravo!"

D'UNE LECTRICE,

Toujours d'accord avec vous, mais ne m'envoyez plus POUVOIR CUVRIER pour des raisons personnelles. En fait, c'est parceque je me marie."

(Nous ne comprenons pas. Pouvoir Ouvrier n'est pas réservé aux célibataires...)
(N; de la R.)

INFORMATIONS - INFORM

A GRENOBLE

Des atonnés organisent un Cercle.

Tère réunion le IO Janvier à 20 h. 45

à la Maison pour la Liberté de la Culture

IO, place Sainte-Claire.

LE MONDE OU NOUS VIVONS....

LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT OUVRIER....

POUVOIR OUVRIER invite vivement ses lecteurs grenoblois à y participer.

(2ème réunion prévue le Jeudi 7 Février).

INFORMATIONS - INFORMATIONS - INFORMATIONS - INFORMATIONS - INFORMATIONS - INFORMATIONS - INFORMATION

Ne vous fiez pas au hasard d'une rencontre Pour être certain de le recevoir chaque mois ABONNEZ-VOUS à POUVOIR OUVRIER.